

Abstimmung. — Vote.

Eventuell: — Eventuellement:	
Für den Antrag Biroll	Minderheit
Dagegen	Mehrheit
Für den Antrag Ullmann	Minderheit
Für den Antrag des Bundesrats	Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit	76 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrats	74 Stimmen

Definitiv: — Définitivement:

Für den Antrag der Minderheit	96 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	56 Stimmen
Für Annahme von Art. 1	101 Stimmen
Dagegen	59 Stimmen

Art. 2.**Antrag der Kommission.**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen. — *Adopté.***Gesamtabstimmung. — Vote sur l'ensemble**

Für Annahme des Beschlusentwurfes	91 Stimmen
Dagegen	62 Stimmen

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)**2608. Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler.
Verlängerung der Amtsdauer.****Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération.
Durée du mandat.**Botschaft und Beschlusentwurf vom 2. September 1930
(Bundesblatt I). — Message et projet d'arrêté du 2 sep-
tembre 1930 (Feuille fédérale II).**Anträge der Kommission.****Mehrheit:**

Eintreten.

Minderheit

(Borella, Huggler, Klöti, Nobs):

Nichteintreten.

Propositions de la commission.**Majorité:**

Passer à la discussion des articles.

Minorité:

Ne pas passer à la discussion des articles.

Berichterstattung. — Rapports généraux.

M. Calame, rapporteur de la majorité: En même temps qu'il adressait à l'Assemblée fédérale son message à l'appui d'un projet de revision de l'art. 72 de la Constitution fédérale, tendant à modifier la base électorale du Conseil national, le Conseil fédéral a proposé à l'adoption des Chambres un projet portant revision des articles 76, 96 et 105 de la constitution, en vue d'étendre de trois à quatre ans la durée du mandat du Conseil national, du Conseil fédéral et du chancelier de la Confédération. Ici encore, le Conseil fédéral n'agit point de sa propre initiative, il obéit à une invitation des Conseils de l'Assemblée fédérale.

La paternité de la revision en projet appartient à M. Tschudy, qui déposait au Conseil national, avec 35 de ses collègues, le 5 décembre 1928, une motion invitant le Conseil fédéral à présenter à bref délai un rapport et des propositions concernant la revision de la Constitution dans le sens que la durée du mandat du Conseil national, du Conseil fédéral et du chancelier de la Confédération soit portée à quatre ans. M. Tschudi a développé sa motion dans la séance du 4 octobre 1929; au nom du Conseil fédéral, M. Haab se déclara prêt à examiner la question; et le Conseil jugea opportun de renvoyer la discussion même de la motion à une session prochaine, afin sans doute de permettre au débat de prendre toute l'ampleur qu'il semblait devoir mériter. Mais, le 4 mars dernier, l'objet ayant été mis à l'ordre du jour, on entendit une seule brève déclaration de M. Arthur Schmid, proclamant son hostilité au projet et recommandant le rejet, et une courte riposte de M. Bujard; sans autres discours, la motion fut acceptée: le Conseil fédéral n'était guère plus instruit des sentiments du Conseil qu'il ne l'eût été si le vote était intervenu sans délai le 4 octobre 1929.

Au Conseil des Etats, le thème développé ici par M. Tschudy donna lieu à un simple dialogue entre M. Schöpfer, président de la Commission chargée de l'examen de la motion, et M. Musy, président de la Confédération, qui, à l'exemple de son ancien collègue, M. Haab, s'inclina avec une parfaite courtoisie devant les vœux de M. Tschudy auxquels avaient dès lors souscrit tacitement les deux Conseils.

Docile aux instructions qu'il a reçues, le Conseil fédéral nous soumet donc des textes traduisant les intentions des motionnaires et plus généralement celles des Conseils de l'Assemblée fédérale: on serait en droit, en effet, de déduire de l'absence d'une opposition fortement motivée à la proposition de M. Tschudy que celle-ci ne soulève pas d'objection fondamentale. Les événements se chargèrent, au surplus, de montrer qu'il est sage de ne pas se fier aux apparences et que, pour être demeurée très laconique, l'opposition n'a pas désarmé.

Le Conseil fédéral, s'il a pu envisager qu'il y a un lien entre la revision constitutionnelle visant à modifier la base électorale pour le Conseil national

et celle relative à la prolongation de la durée du mandat du Conseil national, du Conseil fédéral et du chancelier de la Confédération et que, l'une portant l'autre, elles auraient plus de chance d'être acceptées par le peuple, n'en présente pas moins deux projets d'arrêtés distincts, de sorte que les électeurs trancheront les deux questions indépendamment l'une de l'autre, et ceci est de saine conception: il n'y a pas entre les deux réformes une relation telle qu'elles doivent subir le même sort dans la consultation populaire.

La prolongation de trois à quatre ans de la durée du mandat parlementaire n'affecte point les proportions d'une transformation profonde de notre régime électoral; elle est d'ordre pratique plus que de nature politique au sens large du mot. Les motifs invoqués par les défenseurs du mode nouveau se résument en ceci que le travail du corps législatif gagnera à n'être point coupé aussi fréquemment par les opérations du renouvellement périodique. On a insisté sur l'inrêrêt qu'il y aurait pour le nouveau député de disposer d'un temps qui lui permette de se familiariser plus complètement avec les méthodes parlementaires, de s'initier à sa tâche et de développer une collaboration utile et féconde. Il est incontestable, par ailleurs, que le renouvellement des commissions qui se produit après chaque élection générale entrave une prompt discussion des projets importants, qui souvent ne peuvent pas être adoptés au cours d'une législature trop brève. Un Conseil élu pour quatre ans doit, mieux qu'une Chambre dont le mandat est réduit à trois ans, assurer la continuité de la besogne parlementaire.

Et plus encore il y a intérêt à laisser au pouvoir exécutif le loisir de gérer les affaires en dehors de la préoccupation d'élections trop souvent répétées.

En se plaçant sur le terrain du respect exclusif des droits démocratiques, on peut à la vérité se demander s'il est indiqué d'adopter une restriction quelconque aux prérogatives du citoyen. Il ne faut pas oublier pourtant que, dans notre pays, l'exercice du droit électoral est largement étendu et que les occasions de voter ne manquent pas; le citoyen suisse dispose de l'initiative et du referendum, il a le pouvoir d'exercer directement le rôle de constituant et de législateur et de provoquer par lui-même, selon sa convenance, les consultations populaires; et cette large attribution de compétences écarte tout danger pouvant résulter d'une prolongation à quatre ans du mandat parlementaire. Au reste, la majorité des cantons suisses — douze cantons et deux demicantons — renouvellent leurs Grand Conseils à des intervalles de quatre ans ou plus; la législation fédérale ne saurait courir aucun péril de s'adapter en cette matière à celle des cantons qui ont fait l'expérience de la législature prolongée.

Que les campagnes électorales créent pour les élus une obligation de prendre le contact avec leurs électeurs, qu'elles répondent aux conditions mêmes de la démocratie, nul ne songe à y contredire. Mais les occasions d'établir le contact nécessaire sont si fréquentes dans notre pays que l'on peut sans inconvénient espacer quelque peu les luttes strictement électorales, l'intérêt général y trouvera son compte et l'éducation civique du peuple n'en souffrira aucunement.

La proposition du Conseil fédéral tend à reviser les art. 76, 96 et 105 de la Constitution fédérale en substituant le terme de quatre ans à celui de trois ans qui figure dans les textes actuels, elle vise ainsi le mandat du Conseil national, celui du Conseil fédéral et celui du chancelier de la Confédération. Rien ne serait changé, par la revision constitutionnelle, à la durée de six ans du mandat des membres du Tribunal fédéral et du Tribunal fédéral des assurances ni à la durée de trois ans fixée pour la période administrative, la Constitution étant muette à cet égard.

Dans sa majorité, la commission vous propose de prendre en considération et d'adopter l'arrêté fédéral concernant la revision des articles 76, 96, 1^{er} et 3^e alinéas, et 105, 2^e alinéa, de la Constitution.

Wetter, Berichterstatter der Mehrheit: Nach den ausführlichen Darlegungen des Berichterstatters französischer Zunge kann ich mich kurz fassen. In dieser zweiten Frage der Verlängerung der Amtsdauer von Parlament und Bundesrat bietet Ihnen die Kommission ein einheitlicheres Bild. Sie ist in ihrer großen Mehrheit der Meinung, daß dem bundesrätlichen Antrage auf Verlängerung der Amtsdauer für den Nationalrat, für die Mitglieder des Bundesrates und für den Bundeskanzler stattzugeben sei. Ich persönlich stehe auch bei dieser Frage auf demselben Boden wie bei der Frage der Wahlart des Nationalrates, die gestern behandelt worden ist. Ich sehe sie nicht als von kapitaler Bedeutung an, sondern halte sie vielmehr für eine Zweckmäßigkeitsfrage. Kommission und Bundesrat gingen bei ihrem Entscheid von der Ansicht aus, daß eine längere Amtsdauer imstande sei, die Arbeitsweise des Nationalrates, der eidgenössischen Räte überhaupt zu verbessern und eine größere Beruhigung und Mobilität in diese Arbeitsweise hineinzubringen. Sie wissen, daß die allgemeinen Wahlen immer eine starke Beanspruchung sowohl der Parteileitungen wie der Räte und der Ratsmitglieder mit sich bringen, und zwar sowohl eine große Zeit vor der Wahl als auch nachher. Wenn die Amtsdauer nun verlängert wird, so wird diese unruhige Periode weniger rasch sich wiederholen und damit die Arbeitsweise des Rates sich verbessern. Die Kommissionmehrheit hält dafür, diese Neuerung in der eidgenössischen Verfassung sei auch deshalb zu wagen und zu vertreten, weil eine Reihe von kantonalen Parlamenten diese Ordnung schon hatte, weil viele kantonale Große Räte heute schon für eine Amtsdauer von 4 Jahren gewählt sind.

Nun hat Herr Nobs in seinem gestrigen Votum, das sich zwar nicht mit dieser Frage beschäftigte, auch schon über die Verlängerung der Amtsdauer gesprochen. Er hat versucht, einem ein gelindes Gruseln beizubringen, nicht nur den Mitgliedern seiner Fraktion, sondern dem ganzen Rat. Er ist so weit gegangen, in diesem Vorschlag ein Attentat gegen die Demokratie zu sehen. Er hat die Heilige Allianz wieder aus der Vergessenheit hervorgeholt und getan, als ob eine neue Heilige Allianz im Entstehen begriffen sei, die die Demokratie töten wolle und die ein Schrittmacher der Reaktion sei. Ich glaube, diese Argumentation für eine solche im Grunde genommen nicht sehr wichtige Frage ist doch etwas eigenartig und gesucht. Worum handelt es sich denn? Um eine Verlängerung der Amtsdauer des Parlamentes um ein Jahr. Nun wissen Sie, daß die meisten auswärtigen Parlamente

eine längere Amtsdauer haben. Gewiß haben sie als Gegengewicht dazu die Möglichkeit der Regierung, das Parlament aufzulösen. Das kann unter Umständen zur Folge haben, daß die Amtsdauer dieser Parlamente — ich nenne als Beispiel nur England — nicht so lang ist, wie sie nach Gesetz und Gebrauch festgelegt ist. Aber warum haben diese Parlamente die längere Amtsdauer und die Möglichkeit der Auflösung durch die Regierung? Weil eben das Parlament endgültig entscheidet über alles, weil die Gesetzgebung durch das Parlament allein ausgeübt wird und nicht wie bei uns durch Parlament und Volk. Bei uns entscheidet schließlich das Volk, ob ein aus dem Parlament hervorgegangenes Gesetz angenommen oder zurückgewiesen werde. Referendum und Initiative spielen bei uns im großen und ganzen dieselbe Rolle wie in anderen Staaten die Möglichkeit der Regierung, das Parlament in die Ferien zu schicken oder überhaupt aufzulösen. Die Stellung unseres Parlamentes ist infolgedessen eine ganz andere, weniger bedeutende, und wir können auch aus diesen Gründen die Amtsdauer des Parlamentes verlängern, ohne daß wir der Demokratie irgendwie zu nahe treten.

Noch ein anderer Grund: Wenn wir die Ergebnisse der verschiedenen Parlamentswahlen der letzten zehn Jahre nachsehen, so finden wir, daß im allgemeinen unter den Parteien eine, ich will einmal sagen, ziemlich minime Verschiebung des Kräfteverhältnisses eingetreten ist. Schon das zeigt wieder im Gegensatz zu dem Parteiwesen in anderen Staaten, daß eine Verlängerung der Parlamentsdauer bei uns eben nicht die weittragende Wirkung haben wird, die man ihr zuschreibt und die Herr Nobs glaubt fürchten zu sollen. Ich stelle Ihnen daher im Namen der Kommissionsmehrheit den Antrag, auf die Vorlage des Bundesrates einzutreten.

Schmid-Oberentfelden: Ich beantrage Ihnen im Namen der sozialdemokratischen Fraktion den Mehrheitsantrag abzulehnen. Es handelt sich bei dieser Frage, wie der Herr Referent der Mehrheit der Kommission soeben ausgeführt hat, um eine nicht sehr wichtige Frage. Die Ausführungen des Herrn Wetter sollten in der Hauptsache den Beweis erbringen, daß man bei uns in der Schweiz ganz wohl eine Verlängerung der Amtsdauer vornehmen könnte, weil wir Initiative und Referendum besitzen. Ich bin einigermaßen erstaunt, daß die Mehrheit ihren Antrag so begründet, trotzdem sie sich auf den Boden stellt, es handle sich um eine Frage zweiter, dritter oder vierter Ordnung. Wenn das wahr ist, dann liegt doch kein Grund vor, eine Aenderung in der Amtsdauer vorzunehmen.

Das Schweizervolk hat sich jahrzehntelang in seinen demokratischen Kämpfen bemüht, die Amtsdauer der Parlamente zu verkürzen und die Möglichkeit eines Volksentscheides über ein Parlament nicht auf lange Dauer zu verschieben. Es gibt eine ganze Reihe von kantonalen Parlamenten, die durch eine bestimmte Zahl von Unterschriften durch das Volk abberufen werden können. Zweifellos ist das im bürgerlichen Sinne demokratisch. Das Bürgertum der Schweiz hat stets darauf gehalten, in diesem formellen Punkt peinlich den Schein zu vermeiden, als ob es in Reaktion und Erstarrung bleiben wolle. Nun kommen Sie heute und ändern die Auffassung

und wollen die Amtsdauer verlängern; weil, wie Herr Wetter ausführte, den Neuwahlen jeweilen eine gewisse unruhige Periode vorangehe. Das ist eine ganz schiefe Auffassung der Dinge. Was bei den Wahlkämpfen zum Ausdruck kommt, ist nicht die Unruhe, sondern einfach die Situation, in der wir heute leben. Wenn Herr Wetter und die anderen Herren für Ruhe wirken wollen, müssten sie auf einem ganz anderen Gebiete arbeiten. Sie müßten dafür sorgen, daß die wirtschaftlichen Verhältnisse ausgeglichener würden, als sie es heute sind. Sie müßten dafür sorgen, daß auch die politisch-demokratischen Rechte weiter ausgebaut würden, als sie es sind. Wir besitzen im Bund keine Gesetzesinitiative. Was Herr Nobs gestern sagte, ist im Kern unbedingt richtig. Es handelt sich um eine reaktionäre Gesinnung, aus der diese Vorlage geboren wurde. Es handelt sich um das Bestreben, gewisse Zustände zu verlängern. Wir Sozialdemokraten haben keine Ursache, durch solche Mittelchen zu versuchen, eine künstliche Ruhe hervorzuzaubern. Wir sind der Meinung, es gehöre nach wie vor zu den Rechten des Volkes, in bestimmten Zeiträumen sich wiederum über die Tätigkeit seiner Vertreter auszusprechen. Ein Zeitraum von drei Jahren ist dazu lang genug.

Ich möchte Ihnen deshalb empfehlen, auf die Vorlage nicht einzutreten und dem Volke dieses Recht nicht zu nehmen. Man hat gestern hier außerordentlich viel davon gesprochen, was man im Volke draußen vom Parlamente denkt. Man hätte auch sagen können, daß das Volk es als außerordentlich verdächtig betrachtet, wenn die Amtsdauer verlängert werden soll. In schärfster Form hätte man die Tätigkeit des Ständerates und seine retardierende Wirkung, seine reaktionäre Wirkung auf die Gesetzgebung, kritisieren können. Ich habe im Volke noch nie gehört, daß die Amtsdauer des Nationalrates zu kurz sei. Ich habe selten gehört, daß man die Tätigkeit des Nationalrates kritisiert hat; dagegen ist die Kritik am Ständerat im Volke außerordentlich weit verbreitet. Wir erklären schon hier, daß wir gegen die Verlängerung der Amtsdauer stimmen werden.

Abstimmung. — Vote.

Für den Antrag der Mehrheit	Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit	Minderheit

Titel und Ingreß

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Titre et préambule.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen. — *Adoptés.*

Art. 1.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen. — *Adopté.*

*Art. 2.***Antrag der Kommission.**

Dieser Beschluß wird der Abstimmung des Volkes und der Stände unterbreitet. Er wird von der Gesamterneuerung des Nationalrats von 1931 an in Kraft treten.

Der Bundesrat ist mit dem Vollzug beauftragt.

Proposition de la commission.

Le présent arrêté sera soumis à la votation du peuple et des cantons; il portera effet dès le renouvellement du Conseil national de 1931.

Le Conseil fédéral est chargé de son exécution.

M. Calame, rapporteur de la majorité: La commission propose une modification à l'art. 2, qui serait ainsi conçu:

« Le présent arrêté sera soumis à la votation du peuple et des cantons; il portera effet dès le renouvellement du Conseil national de 1931. »

Ceci pour éviter toute équivoque et toute fâcheuse interprétation. Il ne s'agit pas en effet de prolonger la durée du mandat pour le Conseil national actuel. Le présent arrêté fédéral ne s'appliquera qu'au futur Conseil national, c'est à dire celui qui sera élu en 1931.

Angenommen. — *Adopté.*

Gesamt abstimmung. — Vote sur l'ensemble.

Für Annahme des Beschlußentwurfs
Dagegen

Mehrheit
Minderheit

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

**Vormittagssitzung vom 4. Oktober 1930.
Séance du matin du 4 octobre 1930.**

Vorsitz — Présidence: M. Graber.

2468. Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer. Bundesgesetz.

Séjour et établissement des étrangers. Loi.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 705 hievor. — Voir page 705 ci-devant.

*Art. 7 und 9.***Neuer Antrag der Kommission.**

Art. 7, Abs. 1. . . . Toleranzbewilligung erhalten. Sie ist stets befristet.

Art. 9. Abs. 1 bis 3 unverändert.

Abs. 4. Die Beendigungsgründe von Abs. 1 und 2 gelten auch für die Toleranzbewilligung. Diese kann überdies widerrufen werden, wenn der Ausländer sich ihrer unwürdig erweist oder wenn die Gründe oder Voraussetzungen, die bei der Erteilung maßgebend waren, weggefallen sind.

Nouvelle proposition de la commission.

Art. 7, 2^e al. . . . qu'une tolérance, dont la durée est toujours limitée.

Art. 9. Al. 1 à 3. Sans changement.

Al. 4. La tolérance prend fin pour les motifs prévue aux al. 1 et 2. En outre, elle peut être révoquée si l'étranger s'en rend indigne ou si les motifs pour lesquels il l'a obtenue n'existent plus.

Walther-Luzern. Berichterstatter: Bei der Beratung der Gesetzesvorlage betreffend Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer sind einige Artikel an die Kommission zurückgewiesen worden. Zunächst Art. 9.

Art. 9 muß im Zusammenhang mit Art. 7 behandelt werden. Bei Art. 9 hat Herr Borella beantragt, daß die Aufenthaltsbewilligung für den Fall, daß die Ausweis-papiere, auf die gestützt sie erteilt wurde, ihre Gültigkeit verlieren, nicht zwangsweise erlöschen solle, sondern daß sie in diesem Fall bloß widerrufen werden könne. Die Differenz zwischen dem Antrag Borella und dem Antrag der Kommission liegt im folgenden: Erlischt die Aufenthaltsbewilligung automatisch für den Fall, daß das Ausweis-papier ungültig wird, hat sich der Ausländer zu stellen, um eine Erneuerung der Bewilligung zu verlangen. Erlischt die Aufenthaltsbewilligung in solchen Fällen nicht automatisch, kann der Ausländer warten und bleiben, bis er von der Behörde verhalten wird, Schritte zu tun, um wieder ein gültiges Ausweis-papier zu erhalten. Dem Ausländer soll nicht das Recht zugestanden werden, sich um nichts zu kümmern, bis man ihn von Amtes wegen « beim Schopf » nimmt. Im Interesse der Ordnung ist es geboten, ihm dieses

Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler. Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération. Durée du mandat.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1930
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2608
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.10.1930
Date	
Data	
Seite	755-758
Page	
Pagina	
Ref. No	20 030 859

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 19. Dezember 1930.
Séance du matin du 19 décembre 1930.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Sträuli*.

2607. Nationalrat. Grundlage für die Wahl.
 Conseil national. Base électorale.

Fortsetzung. — *Suite*.

(Siehe Seite 960 hiervoor. — Voir page 960 ci-devant.)

Beschluß des Ständerates vom 18. Dezember 1930.
 Décision du Conseil des Etats du 18 décembre 1930.

Vorlage der Redaktionskommission vom 18. Dezember 1930.
 Projet de la commission de rédaction du 18 décembre 1930.

Schlußabstimmung. — *Vote final*.

Für Annahme des Beschlußentwurfs	75 Stimmen
Dagegen	25 Stimmen

An den Ständerat.
 (Au Conseil des Etats.)

2608. Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler,
Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération.
 Durée du mandat.

Fortsetzung. — *Suite*.

Siehe Seite 755 hiervoor. — Voir page 755 ci-devant,

Beschluß des Ständerates vom 9. Dezember 1930.
 Décision du Conseil des Etats du 9 décembre 1930.

Vorlage der Redaktionskommission vom 18. Dezember 1930.
 Projet de la commission de rédaction du 18 décembre 1930.

Schlußabstimmung. — *Vote final*.

Für Annahme des Beschlußentwurfs	108 Stimmen
Dagegen	26 Stimmen

An den Ständerat.
 (Au Conseil des Etats.)

Schluß des stenographischen Bulletins der Winter-Session.
Fin du Bulletin sténographique de la session d'hiver.

Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler. Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération. Durée du mandat.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1930
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2608
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.12.1930
Date	
Data	
Seite	974-976
Page	
Pagina	
Ref. No	20 030 906

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Les deux cents sièges sont répartis entre les cantons et les demi-cantons sur la base de la population de résidence. Chaque canton et, dans les cantons partagés, chaque demi-canton élit un député au moins.

La législation fédérale édictera les dispositions de détail pour l'application de ce principe. Pour les élections générales de 1931, l'application sera assurée par un arrêté fédéral urgent.

Amstalden, Berichterstatter: Ich habe hier keine weiteren Bemerkungen zu machen. Die Kommission stellt den Antrag, in Art. 72 die Wahlzahl auf 23,000 festzusetzen.

M. Musy, président de la Confédération: Le Conseil fédéral a examiné la question de savoir s'il fallait adopter comme base du quotient électoral la population totale ou ne prendre en considération que l'effectif des nationaux. Notre rapport expose longuement les raisons pour lesquelles nous avons admis la première solution. Les considérations sur lesquelles repose notre conclusion me paraissent décisives.

Le peuple suisse s'est déjà prononcé une première fois sur la question et d'une telle manière qu'aucun doute n'est permis. Le Conseil fédéral a estimé que cette volonté populaire si nettement exprimée dans un premier scrutin était bien encore demeurée intacte aujourd'hui.

En outre, ajoutant cet argument à ceux qui furent invoqués à cette époque, nous considérons que l'élection au Conseil national sur la base de la population indigène seulement ferait perdre un siège de plus aux cantons de la périphérie, en particulier à Bâle, à Genève surtout. Or, ce serait un acte de mauvaise politique que de réduire la participation au pouvoir législatif des cantons limitrophes du pays. Cette considération d'ordre politique, empruntant aux circonstances actuelles une importance toute spéciale, jointe aux autres arguments déjà invoqués autrefois, nous ont amenés à vous proposer, sans hésitation aucune, de prendre la population totale comme base électorale.

Abstimmung. — Vote.

Eventuell: — Eventuellement:

Für den Antrag der Kommission	23 Stimmen
Für den Antrag Zust	14 Stimmen

Definitiv: — Définitivement:

Für Festhalten am eventuell gefaßten Beschuß	32 Stimmen
Für den Antrag Klöti	4 Stimmen

Art. 2.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluß des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen. — Adopté.

Gesamtabstimmung. — Vote sur l'ensemble.

Für Annahme des Beschlußentwurfes	28 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

2608. Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler. Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération.
Durée du mandat.

Botschaft und Beschlußentwurf vom 2. September 1930
(Bundesblatt II, 225). — Message et projet d'arrêté du
2 septembre 1930 (Feuille fédérale II, 235.)

Beschluß des Nationalrates vom 3 Oktober 1930.
Décision du Conseil national du 3 octobre 1930.

Antrag der Kommission.

Eintreten und Zustimmung zum Beschluß des
Nationalrats.

Proposition de la commission.

Passer à la discussion des articles et adhérer à la
décision du Conseil national.

Berichterstattung. — Rapport général.

Amstalden, Berichterstatter: Parallel mit der Frage der Wahlgrundlage für den Nationalrat läuft diejenige über die Verlängerung der Amtsdauer des Nationalrates, des Bundesrates und des Bundeskanzlers. Angeregt wurde die bezügliche Verfassungsänderung durch den Glarner Abgeordneten Herrn Tschudy, der in Verbindung mit 35 Mitgliedern des Nationalrates im Dezember 1928 eine bezügliche Motion einreichte. Im Ständerat wurde die Motion nach einem Referate von Herrn Kollegen Schöpfer und nachdem Herr Bundespräsident Musy Zustimmung erklärt hatte, einstimmig und ohne Diskussion angenommen. Der Bundesrat kam nach Prüfung der angeregten Frage in seiner Botschaft vom 2. September 1930 dazu, den eidgenössischen Räten die Revision der Art. 76, 96, Abs. 1, und 105, Abs. 2, der Bundesverfassung zu empfehlen, und zwar in dem Sinne, daß die Amtsdauer der Mitglieder des Nationalrates, des Bundesrates und des Bundeskanzlers von 3 auf 4 Jahre erstreckt werden soll. Der Nationalrat hat am 3. Oktober 1930 dem Antrag des Bundesrates mit großer Mehrheit zugestimmt. Den oppositionellen Standpunkt vertrat der Sprecher der sozialdemokratischen Partei.

Die Motive für die vorgeschlagene Aenderung sind seinerzeit schon in diesem Rate bei der Behandlung der Motion Tschudy ausführlich dargelegt worden. Nachdem anderseits der Nationalrat die Idee aufnahm, wird es wohl nicht nötig sein, in diesem Rate allzu weitschweifend zu werden. Der Ständerat wird davon nicht berührt. Schon bisher bestanden ja bei der Wahl der Ständeräte, die vollständig durch das kantonale Verfahren beherrscht wird, eine große Mannigfaltigkeit. Die einen Kantone wählen ihre Ständesvertreter auf die Dauer nur eines, andere auf 3 Jahre. Auch der Wahlkörper ist nicht überall der gleiche, da es noch einzelne Kantone gibt, welche die Volkswahl der Ständeräte nicht kennen.

Die Reformfreunde im Nationalrat tendieren nicht nur auf eine Reduktion des Rates, um dessen Autorität Arbeitskraft und Arbeitsmethode zu heben, sondern

sie erachten es auch als einen zeitgemäßen Fortschritt, wenn die Amtsdauer wenigstens um ein Jahr verlängert wird. Das Einleben in den parlamentarischen Betrieb, der Einblick und die Kenntnis der stark verästelten eidgenössischen Verwaltung, die Kompliziertheit und der Umfang der eidgenössischen Gesetzgebung verlangen heute eine reichlich bemessene Zeit, um das neugewählte Mitglied zu aktiver und fruchtbringender Mitarbeit zu befähigen. Namentlich die Gesetzgebung des Bundes auf allen Gebieten des öffentlichen und des privaten Rechtes, hat durch die immer mehr fortschreitende Zentralisation eine große Ausdehnung erfahren. Im heutigen Kulturstaate ist diese Gesetzgebung mit allen ihren Verordnungen, Reglementen und Beschlüssen auch reichlich kompliziert geworden, so daß auch ein geschulter Jurist und erfahrener Praktiker oft Mühe hat, im gegebenen Falle sofort den richtigen Weg zu finden. Ein großer Teil der Mitglieder des Nationalrates kommt nicht aus der kantonalen oder kommunalen Verwaltung heraus, es sind Männer des Volkes, die von dessen Vertrauen getragen, oft ohne lange politische Karriere nach Bern abgeordnet werden. Aber auch diejenigen, welche in den Kantonen in der Verwaltung stehen, brauchen eine gewisse Zeit, um in der eidgenössischen gesetzgebenden Behörde sich einzuleben. Diese gegenüber frühern Jahrzehnten stark veränderten Verhältnisse lassen es verstehen, wenn das Bedürfnis nach einer etwas längern Amtsdauer sich geltend macht. Es darf wohl darauf hingewiesen werden, daß die Mehrheit der Kantone die vierjährige Amtsdauer für die Kantons- und Regierungsräte kennen.

Die Arbeit im Parlament gewinnt an Intensität und Erfolg, wenn der Wechsel nicht allzu groß ist. Im Nationalrate macht sich dies besonders fühlbar unmittelbar nach den Neuwahlen, wo die Kommissionen neu bestellt und oft in Mehrheit aus neuen Mitgliedern zusammengesetzt werden müssen. Im letzten Jahre der Amtsperiode machen sich bereits die Vorboten der Neuwahlen geltend, so daß bei jeder Erneuerung des Rates für dessen Arbeitsfähigkeit Hemmungen entstehen. Selbstverständlich lassen sich diese Erscheinungen bei der Verlängerung der Amtsdauer auf 4 Jahre nicht vermeiden, aber die Unterbrechung vollzieht sich doch nachher weniger rasch. Es kann auch im politischen Leben nichts schaden, wenn die Periode der Wahlkämpfe abgekürzt wird. Das stimmbfähige Volk wird dann immer noch genug Gelegenheit haben bei den kantonalen und den Gemeindewahlen die parteipolitische Stärke zu zeigen, auch wenn auf eidgenössischem Boden der Waffenstillstand um ein Jahr verlängert wird. Es entspricht diese Lösung auch sicherlich den heute überall auftretenden Bestrebungen nach Zusammenschluß und friedlicher Lösung der Konflikte.

Wenn eingewendet werden wollte, der Vorschlag des Bundesrates und damit die Schlußnahme des Nationalrates seien reaktionär und antidemokratisch, darf denn doch erwidert werden, daß ernsthaft wohl niemand an eine Verkümmern der demokratischen Rechte des Volkes glauben kann. Das Wahlrecht bleibt ja unangetastet, ebenso die Wahlart, nur die Ausübung des Rechtes wird auf kurze Frist hinausgeschoben. Wir besitzen auf eidgenössischem Boden, wie auch in den Kantonen Volksrechte, wie sie kein anderer Kulturstaat kennt. Auf eidgenössischem Boden haben wir die Sicherheitsventile der Verfas-

sungsinitiative und des obligatorischen Verfassungs- und des fakultativen Gesetzesreferendums. Unsere politische Geschichte beweist, daß das Schweizervolk diese Instrumente zu handhaben versteht. In den Kantonen sind die Volksrechte meistens noch stärker ausgebaut. Ein Ruf nach Erweiterung dieser Rechte auch im Bunde dürfte die Gegenfrage provozieren, ob in Sachen Demokratie des Guten nicht auch zuviel getan werden könnte.

Logisch ist sodann die Ausdehnung der Amtsperiode für die Bundesräte und den Bundeskanzler. Hier gilt das Gesagte in ganz besonderem Maße. Wir wollen nun mit unserer Zustimmung keineswegs so einer Art geistiger Arteriosklerose Vorschub leisten. Das Parlament soll ein getreues und auch lebhaftes Bild des Volkes, von seinem Vertrauen getragen sein. Aber andererseits verlangen wir von ihm auch die gewissenhafte Wahrung der höchsten politischen Güter, intensive und erfolgreiche Arbeit. Die Frage ist eine solche der Praxis der Zukünftigen. Diese sachlichen Ueberlegungen führen mich dazu, Ihnen namens der einstimmigen Kommission Eintreten auf die Vorlage und Annahme derselben, wie sie aus der Beratung des Nationalrates hervorgegangen ist, zu beantragen.

M. Musy, président de la Confédération: Une simple déclaration. Le Conseil fédéral considère la prolongation de la durée de la période législative comme revêtant une importance considérable. Personnellement, je puis même ajouter que j'attache à cette prolongation, tant au point de vue politique qu'administratif, et pour l'activité même de nos deux Chambres une importance encore plus grande qu'à la réduction du nombre des conseillers nationaux. Il y aurait intérêt à ce que la durée du mandat législatif fût de 4 ans au lieu de 3, de façon que tout au moins pendant deux ans, les préoccupations d'ordre électoral, soient absolument absentes et n'affaiblissent en rien l'activité parlementaire. Je crois que dans toutes les parties du pays, comme dans tous les groupes politiques, après mûres réflexions, on accueillerait cette prolongation comme un bienfait.

C'est la raison pour laquelle, avec votre commission unanime, je la recommande très chaudement à votre Conseil.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.
(Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles.)

Artikelweise Beratung. — Discussion des articles.

Amstalden, Berichterstatter: Ich möchte nur aufmerksam machen, daß der Nationalrat bei Art. 2 einen Satz eingeflochten hat. Wir beantragen, die Fassung des Nationalrates anzunehmen.

Angenommen. — *Adopté.*

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble*
Für Annahme des Beschlußentwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler. Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération. Durée du mandat.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1930
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2608
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	09.12.1930
Date	
Data	
Seite	410-411
Page	
Pagina	
Ref. No	20 030 919

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Bundesrat **Schultheß**: Ich habe nur noch eine Erklärung abzugeben. In der heutigen Beratung im Ständerat ist die Frage der Bedarfsversicherung nicht aufgeworfen worden. Ich weiß aber, daß diese Frage weite Kreise interessiert. Deshalb werde ich dem Bundesrat beantragen, über diese Frage der Kommission noch einmal zu berichten, damit sie sich hierüber definitiv ein Urteil bilden und zu gelegener Zeit event. abweichende Anträge stellen kann. Damit erkläre ich aber keineswegs, daß wir auf unsere Haltung zurückkommen. Jedoch liegt es mir daran, die ganze Angelegenheit grundsätzlich abzuklären, da sie wichtig ist und da die Idee offenbar auch bei Freunden des Gesetzes eine gewisse Anhängerschaft zählt.

Wenn Sie also damit einverstanden sind, würden wir uns gegenüber der Kommission in der nächsten Session, die im Februar stattfinden soll, noch einmal aussprechen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 19. Dezember 1930.
Séance du matin du 19 décembre 1930.

Vorsitz — Présidence: *M. Charmillot.*

2607. Nationalrat. Grundlage für die Wahl.
Conseil national. Base électorale.

Fortsetzung. — *Suite.*

(Siehe Seite 469 hievor. — Voir page 469 ci-devant.)

Beschluß des Nationalrates vom 18. Dezember 1930.
Décision du Conseil national du 18 décembre 1930.

Vorlage der Redaktionskommission vom 18. Dezember 1930.
Projet de la commission de rédaction du 18 décembre 1930.

Schlußabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Beschlußtentwurfs	Mehrheit
Dagegen	1 Stimme.

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

2608. Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler.
Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de la Confédération.
Durée du mandat.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 410 hievor. — Voir page 410 ci-devant.

Beschluß des Nationalrates vom 18. Dezember 1930.
Décision du Conseil national du 18 décembre 1930.

Vorlage der Redaktionskommission vom 18. Dezember 1930.
Projet de la commission de rédaction du 18 décembre 1930.

Amstalden, Berichterstatter: Der Text der Vorlage entspricht genau dem bisherigen mit der Ausnahme, daß darin statt der dreijährigen die vierjährige Amtsperiode eingesetzt ist. Ich beantrage Ihnen namens der Kommission Annahme der Vorlage.

Schlußabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Beschlußtentwurfs	25 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Schluß des stenographischen Bulletins der Winter-Session.
Fin du Bulletin sténographique de la session d'hiver.



Nationalrat, Bundesrat und Bundeskanzler. Verlängerung der Amtsdauer.

Conseil national, Conseil fédéral et chancelier de ia Confédération. Durée du mandat.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1930
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2608
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.12.1930
Date	
Data	
Seite	489-490
Page	
Pagina	
Ref. No	20 030 929

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.